



Ministère de la santé et des sports

**Direction de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins**Sous-direction des ressources humaines
du système de santéBureau de l'organisation des relations
sociales et des politiques sociales (RH 3)

Dossier suivi par Nathalie FOUQUET

Tél. : 01 40 56 75 19

Fax : 01 40 56 58 46

Mel. : nathalie.fouquet@sante.gouv.fr

La ministre de la santé et des sports

à

Mesdames et messieurs les directeurs d'agences
régionales de l'hospitalisation
-pour information-Mesdames et messieurs les préfets de région
Directions régionales des affaires sanitaires et sociales
-pour information-Mesdames et messieurs les préfets de département
Directions départementales des affaires sanitaires et
sociales
-pour mise en œuvre-CIRCULAIRE N°DHOS/RH3/2009/82 du 20 mars 2009 fixant le coût horaire moyen dans la fonction publique
hospitalière servant de base au calcul de la compensation financière dans le cadre de la mise en œuvre de la
mutualisation des crédits d'heures syndicales

Date d'application : immédiate

NOR : SASH0930292C (texte non paru au journal officiel)

Classement thématique : Etablissements de santé - Personnel

| |
|---|
| Résumé : Coût horaire moyen dans la fonction publique hospitalière |
| Mots-clés : |
| Textes de référence : <ul style="list-style-type: none"> • Décret n°86-660 du 19 mars 1986 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique hospitalière • Arrêté du 28 novembre 2001 relatif aux modalités d'application de l'article 29-1 du décret n°86-660 du 19 mars 1986 |
| Circulaire de référence : <ul style="list-style-type: none"> • Circulaire DHOS/P1/2001/N° 476 du 5 octobre 2001 relative à la généralisation de la mutualisation des crédits d'heures syndicales aux établissements de moins de 500 agents de la fonction publique hospitalière |

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mutualisation des crédits d'heures syndicales prévue par l'article 29-1 du décret n°86-660 du 19 mars 1986 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique hospitalière, « Les établissements dont les crédits d'heures reportés n'ont pas été utilisés en leur sein, versent une compensation financière à l'établissement de rattachement du ou des agents qui ont utilisé ces crédits d'heures. »

Les heures syndicales non utilisées dans les établissements de moins de 500 agents, mutualisées au niveau départemental fin 2007 et utilisées en 2008, donnent lieu au versement d'une compensation financière de la part des premiers aux établissements de rattachement des agents attributaires de ces crédits d'heures.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 28 novembre 2001 relatif aux modalités d'application de l'article 29-1 du décret du 19 mars 1986, la compensation financière est calculée sur la base d'un coût horaire moyen déterminé chaque année par le ministre chargé de la santé.

A la fin de l'année 2008, les établissements de rattachement des agents attributaires des crédits d'heures reportés ont indiqué à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales le nombre d'heures utilisées. Au vu de ces informations, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales notifie à chaque établissement de moins de 500 agents dans lequel les crédits d'heures reportés avaient été décelés le montant de la compensation financière due.

Le coût horaire moyen dans la fonction publique hospitalière pour l'exercice **2008** est fixé à **16,61 euros**.

Les modalités de calcul de ce coût horaire moyen sont les mêmes que celles qui ont présidé au calcul du coût horaire moyen pour les exercices 2001 à 2007.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire éventuelle.

Pour la Ministre et par délégation
Par empêchement de la Directrice de l'Hospitalisation
et de l'Organisation des Soins,
La chef de Service

Christine d'AUTUME